

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 Février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la Ville.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dit loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 Août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux. Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10.000 habitants puisque le ROB doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au préfet du Département et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication conformément au décret n° 2016-841 du 24 Juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire doit permettre au Conseil Municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affectées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les Conseillers Municipaux sur l'évolution financière de la Collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur les capacités de financement.

Le Budget Primitif 2023 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population chalettoise tout en intégrant le contexte économique et social, les orientations définies par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances pour 2023, ainsi que la situation financière locale.

Le projet de budget primitif 2023 sera soumis au vote du conseil municipal le mardi 7 février 2023

\*\*\*\*\*

Après deux années de crises sanitaires qui ont fortement impacté l'évolution de nos finances locales, les orientations budgétaires présentées ci-après s'inscrivent dans un contexte international marqué par le conflit Ukrainien et son corollaire de conséquences en termes de développement économique, d'inflation galopante sur les prix des matériaux, de pénurie et d'augmentation des coûts de l'énergie.

Ainsi, le budget 2023 devra pleinement inclure ces nouvelles données qui nous imposent à la fois d'adapter notre exécution budgétaire mais aussi d'engager une véritable politique de sobriété visant à préserver des marges financières pour l'investissement et à réduire l'impact de nos choix sur le climat. La modulation de l'éclairage public, les restrictions mise en place pour limiter la consommation d'eau sont autant de mesures indispensables que nous avons commencé à mettre en œuvre.

La ville souhaite pour autant poursuivre sa politique ambitieuse d'investissement qui se traduit par un programme d'investissements étalé sur la deuxième moitié du mandat. Ce contexte particulièrement

contraint ne fait que renforcer notre volonté de saisir toutes les opportunités de financement de nos investissements qui peuvent être proposées.

Le budget 2023 de la Ville sera élaboré sur la base d’hypothèses réalistes et prudentes de recettes, avec la volonté de contenir les effets de ce contexte inflationniste sur nos dépenses de fonctionnement.

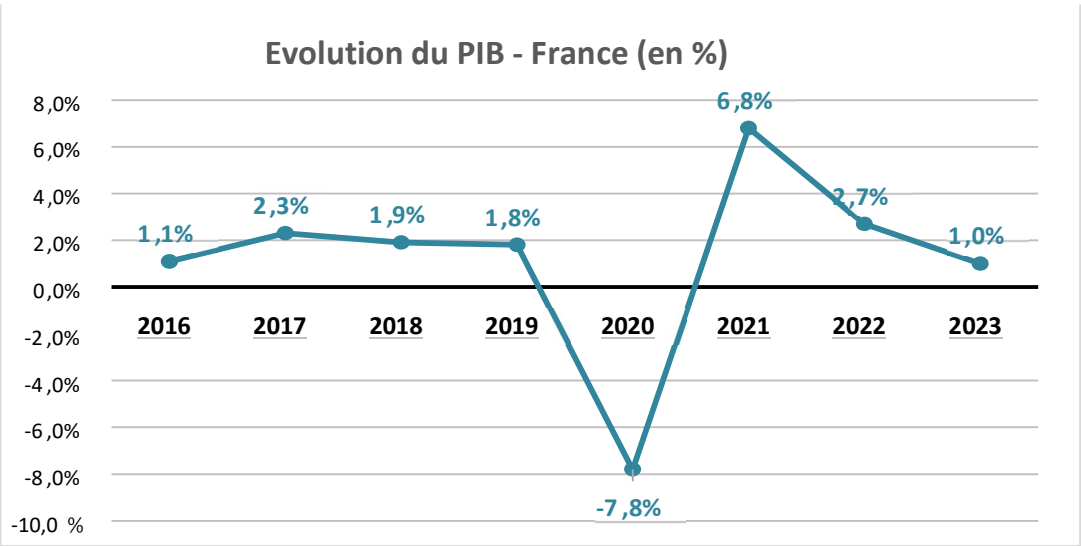
I. LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

1. LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Le projet de loi de finances pour 2023 a été élaboré en retenant les hypothèses macro-économiques suivantes :

	2021	Estimations 2022	Prévisions 2023
Produit intérieur brut (PIB) en volume	+ 6,8 %	+ 2, 7%	+ 1,0 %
Prix à la consommation (hors tabac)	+ 1,6 %	+ 5,4 %	+ 4,3 %
Croissance (en volume) de la dépense publique	+ 2,6 %	-1,1 %	-1,5 %
Déficit public (en % du PIB)	- 6,5 %	- 5,0 %	- 5,0 %
Dette publique (en % du PIB)	112,8 %	111,5 %	111,2 %

La crise sanitaire a entraîné une diminution du PIB de - 7,8 % en 2020. Après cette récession historique, l’économie a connu un rebond de + 6.8 % en 2021. Le gouvernement prévoyait initialement une croissance de 4 % en 2022 mais le projet de loi de finances estime qu’elle devrait être de 2,7 % cette année et de 1 % en 2023.

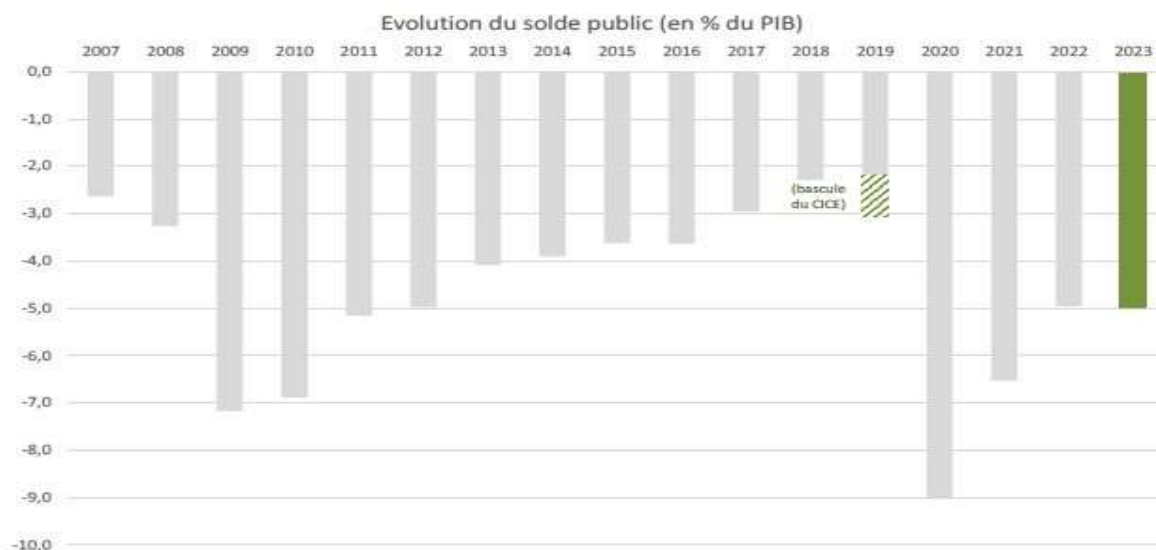


La sortie de crise puis la guerre en Ukraine ont eu des conséquences sur l’évolution des prix : alors que l’inflation était presque nulle (+ 0,5 %) fin 2020, elle s’est accélérée durant toute l’année 2021 pour atteindre + 1,6 % en fin d’année. En 2022, l’inflation est estimée à plus de 6 %. Les prix des matières premières et de l’énergie

(pétrole, gaz) sont particulièrement impactés, ce qui pèse sur les coûts supportés par les collectivités (fluides, carburant, fournitures, indexation des marchés, bâtiments et travaux publics...).



Après le creusement sans précédent du déficit public en 2020 et 2021, le gouvernement anticipe un déficit de 5 % du PIB pour les exercices 2022 et 2023, en net repli mais qui reste supérieur aux chiffres constatés avant la crise sanitaire.



(source : PLF 2023)

### ***Le pouvoir d'achat des ménages***

Le bouclier tarifaire énergétique est prolongé en 2023, avec une hausse des prix contenue à 15% à partir du 1er janvier 2023 pour le gaz et à partir du 1er février 2023 pour l'électricité (sans ce bouclier, la hausse aurait dépassé les 100%). Le coût de la mesure est estimé à 16 milliards d'euros.

Pour protéger le revenu disponible de tous les ménages, même lorsque leurs salaires augmentent, le barème de l'impôt sur le revenu sera indexé sur l'inflation.

L'année 2023 se traduira également par la suppression définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales. 20% des ménages les plus aisés la règlent encore.

### ***Les mesures pour l'emploi et les entreprises***

Pour parvenir au plein emploi, 3,5 milliards d'euros sont destinés à l'aide à l'embauche d'alternants, avec l'objectif d'atteindre un million d'entrées d'ici 2027. France compétences, qui finance l'apprentissage, bénéficiera d'un soutien exceptionnel de 2 milliards d'euros. Pour assurer le maintien en emploi des salariés, le Fonds national pour l'emploi et Transitions collectives sont dotés de 325 millions d'euros. Le plan de réduction des tensions de recrutement est prolongé pour soutenir la formation des demandeurs d'emploi de longue durée. Ce budget permettra également de démarrer des actions pour accompagner la préfiguration de France Travail, futur guichet unique pour les demandeurs d'emploi, et des expérimentations pour l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active (RSA).

Concernant les entreprises, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée sur deux ans, en 2023 et en 2024. La suppression de cet impôt de production, créé en 2010, vise à accroître la compétitivité des entreprises françaises, notamment dans le secteur industriel. Face à la flambée des prix de l'énergie, 3 milliards d'euros sont en outre prévus à destination des entreprises.

### ***Les mesures pour la transition écologique***

L'effort de rénovation énergétique des logements privés est poursuivi (+2,5 milliards d'euros). Le verdissement du parc automobile est aussi soutenu à hauteur d'1,3 milliard d'euros, notamment pour lancer mi 2023 le nouveau dispositif de *leasing* social (location de voiture électrique à 100 euros/mois pour les foyers modestes). Le plan vélo, annoncé par le gouvernement le 20 septembre 2022, bénéficiera d'un fond de 250 millions d'euros.

## **2. LE CONTEXTE LEGISLATIF**

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'adoption de plusieurs lois de finances rectificatives dont l'objectif était de soutenir l'activité économique au travers d'un plan de relance de l'économie. Les lois de finances initiales ont également précisé certains mécanismes liés à la suppression progressive de la taxe d'habitation et adopté un allègement significatif des impôts de production. La loi de finances pour 2022 contenait moins de mesures structurantes pour les collectivités locales.

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 et le projet de loi de programmation des finances publiques (PLPFP) pour 2023-2027 viennent tout juste d'être présentés au moment de la rédaction de ce rapport. La présentation suivante se concentre sur les principales mesures de ces deux textes.

### **2.1. Les objectifs généraux de la trajectoire des finances publiques de 2023 à 2027**

Le PLPFP fixe la trajectoire de l'évolution des finances publiques sur la période 2022-2027 afin d'aboutir à une réduction du déficit public de -5 % en 2022 à -2,9 % en 2027.

**Ensemble des administrations publiques - solde en % du PB**

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Etat et administrations centrales	-5,4%	-5,6%	-5,2%	-4,7%	-4,5%	-4,3%
Administrations publiques locales	0,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,2%	0,5%
Administrations de sécurité sociale	0,5%	0,8%	0,8%	0,7%	0,8%	1,0%
<b>Total</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-4,0%</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-2,9%</b>

Cet objectif pourra être atteint à travers la maîtrise de la dépense publique des 3 composants des administrations publiques : l'Etat, la sécurité sociale et les administrations publiques locales.

**Ensemble des administrations publiques - évolution de la dépense publique en volume**

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Etat et administrations centrales	0,0%	-2,6%	-2,5%	-1,1%	0,4%	1,6%
Administrations publiques locales	0,1%	-0,6%	0,1%	0,4%	-1,3%	-1,1%
Administrations de sécurité sociale	-2,6%	-1,0%	0,5%	1,2%	0,7%	0,6%
<b>Total</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,6%</b>

L'Etat prévoit ainsi que les administrations publiques locales seront en léger déficit (au sens de Maastricht) en 2023 et 2024 puis deviendront excédentaires à compter de 2025. Ce résultat devant être obtenu grâce à des dépenses dont l'évolution en volume (c'est-à-dire hors inflation) serait de -0,6 % en 2023 puis légèrement positive en 2024 et 2025 avant de redevenir négative en 2026 et 2027 (respectivement -1,3 % et -1,1 %).

**2.2. Les dotations de l'Etat**

Le concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales passent de 52,32 à 53,45 milliards d'euros (soit +2,15%).

Le projet de loi de finances pour 2023 comporte la proposition d'une augmentation des dotations (DGF, DSU et DSR notamment) de l'ordre de 320 Millions d'euros en faveur des communes. Cette mesure devrait permettre aux communes (entre 90 % et 95 % d'entre elles) de voir leur niveau de DGF stabilisé voire en progression. Cependant, même si le projet de loi de finances prévoit une revalorisation de la DGF, celle-ci n'est pas corrélée à l'inflation.

Pour soutenir l'investissement local, il est également prévu le maintien des dotations d'investissement (DSIL : environ 350 millions d'euros et DETR : 1,046 milliard d'euros en 2022).

Un fonds d'accélération écologique dans les territoires doté de 1,5 milliard d'euros en 2023, aussi appelé "fonds vert", doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales. Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Enfin, pour protéger les communes exposées à la flambée des prix de l'énergie, près d'un demi-milliard d'euros est budgété. Ce fonds est attribué sous condition de critères évolution de l'épargne et potentiel financier de la

commune). La commune a d'ores et déjà sollicité les services de l'Etat afin de connaître son éligibilité au dispositif. La réponse nous sera apportée fin du premier trimestre 2023.

### **3. LE CONTEXTE FINANCIER DE LA VILLE : LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023**

#### **1. LES GRANDS OBJECTIFS DE GESTION**

Les priorités municipales définies pour le mandat ont pour objectif de répondre aux attentes des Chalettois-es, à travers :

- Une Ville dynamique et animée où il fait bon vivre,
- Un patrimoine bâti et non bâti valorisé et entretenu,
- Une Ville et une Agglomération qui travaillent en pleine harmonie.

La Ville poursuivra ses efforts de gestion avec les objectifs suivants :

- La volonté de contenir les effets du contexte inflationniste sur nos dépenses de fonctionnement pour préserver nos capacités d'autofinancement,
- Une gestion raisonnée des ressources fiscales,
- Le maintien d'une politique d'investissement soutenue et responsable,
- Une gestion optimisée de la dette,
- La mise en place d'outils de gestion prospectifs s'inscrivant dans une démarche globale de performance.

#### **4. TENDANCES BUDGETAIRES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA COLLECTIVITÉ**

Le rapport d'orientations budgétaires 2023 tient compte du projet de loi de finances pour 2023 et s'appuie sur les orientations de la Municipalité.

#### **Des orientations fortement impactées par la gestion de la crise sanitaire**

Après une crise sanitaire qui a modifié régulièrement le fonctionnement des services municipaux, obligeant le personnel communal à s'adapter pour la poursuite du service public, cette année 2023 va désormais se dérouler dans un contexte économique inflationniste qui doit conduire nos collectivités à réfléchir autrement. Dans ce contexte difficile, exigeant toujours plus de maîtrise de la dépense publique, la Ville souhaite néanmoins poursuivre un programme d'actions ambitieux en direction des chalettois.

### **A/ LES MISSIONS DU POLE ACTIONS SOCIALES ET FAMILLE, ET SES ENGAGEMENTS POUR L'ANNEE 2023**

#### **1. La petite enfance**

##### **1.1 Ces missions et feuille de route**

L'objectif est de poursuivre les actions en faveur de la petite enfance avec les différentes structures d'accueil existantes et des tarifs adaptés

Cet objectif se traduit par des objectifs stratégiques :

- Renforcer le pilotage, l'observation continue et la prospective afin de mesurer les besoins et définir les enjeux,
- Diversifier les services de garde et valoriser l'accueil individuel (garde à domicile),
- Agir pour la promotion à la santé des 0-2 ans (période la plus vulnérable),

- Relier la politique petite enfance à la politique sociale, urbaine et éducative en lien avec différents services : la parentalité, l'aménagement du territoire, l'éducation, le sport et la culture, les organismes, institutions, associations (participation aux instances), la communication.

## **1.2 Son fonctionnement**

Le budget principal 2022 relatif au fonctionnement du RAM et de la crèche a été respecté en 2022. Seul le budget alimentaire a subi les répercussions de la hausse des prix des denrées alimentaires pour la crèche

Le budget prévisionnel sera élaboré à des fins de maintien du bon fonctionnement des services de la petite enfance pour offrir un mode de garde de qualité, adapté aux familles chalettoises. Les montants des lignes de fournitures (nécessaire au quotidien pour le bon fonctionnement des services petites enfance) devront tenir compte de la conjoncture économique actuelle. Ainsi, la priorité sera donnée à l'équipement, au renouvellement du petit matériel indispensable à l'accueil des enfants.

Au sein de la crèche, l'effectif est règlementé. La masse salariale 2023 sera donc estimée à effectifs constants.

L'année 2023 sera marquée par des recrutements d'auxiliaires (à la suite de départs en retraite) et d'une directrice adjointe (poste actuellement vacant). La directrice adjointe assurera le relais de la direction avec des missions managériales et administratives destinées à permettre à la directrice d'exercer des missions pédagogiques en direction des enfants ainsi qu'un travail auprès des familles.

Depuis le 1<sup>er</sup> confinement face à la crise sanitaire, les professionnels extérieurs ont cessé d'intervenir. Il est nécessaire de resolliciter des professionnels : musicien, psychomotricienne et psychologue. Cet apport est complémentaire au travail mené par l'équipe au sein de la structure et apporte aux familles une qualité d'accueil.

Les années précédentes, les trois services (RAM, crèche, enfance famille) organisait une conférence ouverte aux professionnelles et aux familles. Dans un souci d'économie, il est suggéré de ne pas renouveler cette action en 2023.

Point essentiel dans le budget de ce service, les formations à destination des professionnelles de la petite enfance sont principalement dispensées par des organismes spécifiques, ce qui génère un coût de formation puisque le CNFPT ne propose pas toujours une formation équivalente aux besoins.

## **2. Le service dédié à la parentalité**

Ce service a pour missions d'accompagner les parents dans leur responsabilité première de soin (promotion à la santé) et d'éducation. Il offre également aux parents la possibilité de « souffler » pour prévenir l'épuisement / le burn-out parental et préserver l'équilibre familial.

L'objectif 2023 est de poursuivre les actions en faveur des familles chalettoises, à savoir :

- Lutter contre le repli communautaire en développant le lien social entre les différentes communautés et accentuer le vivre-et-faire-ensemble,
- Lutter contre la perte d'identité des jeunes dans les familles mixées notamment celles ayant subi une séparation,
- Poursuivre les actions en faveur de la famille dans le cadre de la « ville qui protège »

## **2.1 Le fonctionnement**

Les prestations et les ateliers auprès des familles sont à maintenir. Le résultat auprès des familles commence à se faire ressentir dans la construction de liens, fruit de l'investissement municipal et des moyens consacrés pour solidifier la relation, pérenniser les actions et maintenir la confiance instaurée avec le public accueilli.

Les propositions budgétaires seront ainsi ajustées aux besoins réels du service, avec une programmation offrant une régularité annuelle dans l'offre.

L'année 2023 sera marquée par le recrutement d'un référent famille (poste validé en 2022). Ce recrutement est attendu afin de répartir l'animation des ateliers et permettre aussi à la responsable de se consacrer pleinement à ses missions d'encadrement.

### **3. Le service logement**

La mission première du service est l'attribution des logements avec une dynamique d'orientation à augmenter l'offre pavillonnaire en dehors des bailleurs sociaux. La politique du logement vise également à lutter activement contre les propriétaires bailleurs indécis et les marchands de sommeil.

Avec ce service, la ville de Chalette sur Loing bénéficie d'une relation partenariale privilégiée avec les bailleurs, qu'il s'agira d'asseoir et de pérenniser, tant pour le service logement que pour le CCAS, dans une dynamique de complémentarité et de co-construction d'une cohésion sur le territoire axée sur l'information, la communication et la sensibilisation.

L'offre de service implique un travail collaboratif entre les bailleurs publics et les travailleurs sociaux. Des projets interservices (urbanisme, services techniques) verront le jour.

En guise d'économie pour la collectivité, les personnes / familles seront sollicitées pour se procurer le formulaire de demande de logement sur le site. L'impression de ce dernier ne sera possible que pour les personnes âgées n'ayant pas accès au numérique.

#### **Projet 2023 > Agir pour le Droit au logement, éviter les expulsions locatives :**

- Créer du lien pour mobiliser les personnes,
- Créer un groupe de travail pour identifier les freins au relogement des personnes en habitat indigne exclues des HLM ou de l'hébergement privé.

### **4. Les missions et projet du CCAS et ses engagements pour l'année 2023**

Les CCAS constituent l'outil principal des municipalités pour mettre en œuvre les solidarités et organiser l'aide sociale au profit des habitants de la commune : lutte contre l'exclusion, accompagnement des publics fragilisés, dans une volonté d'agir en faveur d'un développement social et urbain répondant aux attentes des quartiers populaires.

Pour y parvenir, les CCAS possèdent une double fonction : accompagner l'attribution de l'aide sociale légale (instruction des dossiers de demande, aide aux démarches administratives) et dispenser l'aide sociale facultative (aide alimentaire d'urgence notamment).

Dans la perspective d'un accompagnement global, le CCAS s'est doté fin 2022 d'un troisième travailleur social notamment missionné sur le volet de la prévention de la précarité énergétique.

#### **Projet 2023 > Développer des actions de prévention sur la consommation énergétique :**

- Réaliser des diagnostics « sociotechniques » à domicile pour proposer des conseils personnalisés, installer de petits équipements économes, apporter un soutien à la médiation propriétaire, orienter vers les acteurs de droit commun.



Le CCAS entend donc renforcer et pérenniser ses actions avec une équipe sociale au complet : trois travailleurs sociaux.

Par convention avec le département, le CCAS assure le référencement des personnes bénéficiant du RSA, dans une approche d'accompagnement global.

#### **4.1 Les prévisions par actions**

##### **Les actions collectives**

###### Le séjour famille

En 2022, le séjour famille a été maintenu et les familles sont parties à la Tranche sur Mer avec une aide financière directe de la CAF auprès des familles. Il est proposé que le service parentalité, du fait de sa proximité avec les bénéficiaires concernés, reprenne à son compte le séjour famille pour une recette et une dépense équivalente.

###### Le Noël de la Solidarité

Le spectacle, maintenu, s'est déroulé le 10.12.2022 au Hangar avec, à la suite, une distribution de cadeaux. Il est proposé de reconduire cette action. Une réflexion sera menée sur le transfert de cette action au service parentalité du fait de sa proximité avec les bénéficiaires concernés, qui ne relèvent pas des publics traditionnellement suivis par le CCAS.

Un élément important pour 2023, le repas annuel des aînés est remplacé par un dessert gourmand. Cette formule permet à la collectivité de réaliser des économies non négligeables.

###### Les aides individuelles

- Aide télé alarmes, il est proposé de reconduire cette dépense et de proposer ce dispositif aux résidents de la résidence DUCLOS,
- Secours d'urgence : il n'y a pas eu d'aide en secours d'urgence en 2022. Il est néanmoins proposé de reconduire une enveloppe pour répondre aux éventuels besoins.

#### **4.2 Les résidences**

##### **La résidence Louise Michel**

Composée de 25 appartements, la résidence relève d'un budget annexe au CCAS. Sont à prévoir l'installation d'un portail et d'une clôture.

##### **La résidence autonomie Jacques Duclos**

70 logements sont proposés aux personnes de plus de 60 ans. La redevance à Valloire Habitat représente 80% des dépenses du budget annexe.

Sont exclus du budget annexe les frais du personnel - hormis le gardiennage et l'entretien des bâtiments – ainsi que la restauration.

Les revenus des immeubles et la subvention départementale « résidence autonomie » contribuent aux recettes. La subvention du CCAS équilibre le budget. La vacance importante de logements depuis le premier confinement n'a pas pu être absorbée. Il reste actuellement des T1 disponibles.

Un accompagnement renforcé (dont création de nouveaux ateliers) a permis aux résidents de sortir de leur logement (socialisation) demande à se poursuivre en accentuant le lien aux familles et le réseau partenarial

Les principales dépenses sont les loyers versés à Valloire Habitat à hauteur de presque 140 000 € pour 2022. Les services techniques n'assurent pas la remise en état des logements vétustes mais effectuent de petites réparations. Les travaux plus importants sont réalisés par une entreprise. Les charges liées au bâtiment comprennent la redevance versée au bailleur social, les consommations d'eau des résidents et du restaurant, le chauffage, les fluides et l'assurance

Les recettes **sont** issues de l'encaissement des loyers et des charges ainsi que des APL versées directement à la Ville. Tous les logements sont loués, à l'exception du logement 5 (T2) occupé par l'association UNRPA Bourg. La salle d'animation est actuellement à l'étude pour la transformation en appartement à louer, en T2.

### **L'animation pour 2023**

Des événements significatifs ont pu être maintenus et sont à reconduire sur 2023. Il est proposé la somme de 3400 £ pour adapter les prestations. Les interventions de prestataires réguliers comme « prestation animale, ateliers théâtre, danse, ... » sont à maintenir pour 2023. Tous contribuent à réduire l'isolement social et permettent aux seniors de créer du lien dans la régularité.

De petites animations (anniversaires...) viennent compléter les prestations extérieures. Ces actions créent du lien social en petits groupes et se réalisent au sein même de la résidence. L'acquisition de mobilier a permis d'aménager les halls des deux bâtiments afin de permettre aux résidents de se retrouver dans un espace privilégié. De petites animations en extérieur ont été programmées (temps conviviaux, jardinage, pétanque). Il est également indispensable de pouvoir remettre en place, en collaboration avec le service des sports, des temps de « marche - promenade », ces temps sont appréciés par les résidents et ils sont demandeurs.

De plus, des événements sont à maintenir comme le loto qui a du succès et nécessite l'achat de lots, l'atelier cuisine avec l'achat de denrées et du petit matériel, des fournitures pour mener à bien les ateliers (théâtre (perruque, ...)).

Par ailleurs, il est envisagé une journée portes ouvertes sur l'année à venir.

Le séjour PADA, réalisé en septembre 2022 et très apprécié par les résidents, est proposé à la reconduction pour 2023

Dans cette même dynamique, fin 2022, l'aménagement des parties communes des immeubles a favorisé l'émergence d'espaces partagés conviviaux.

De même, en complément des activités du Service Municipal des Personnes Agées, les prises de contact téléphonique et les visites à domicile aux personnes âgées sont à développer dans le cadre de la lutte contre l'isolement.

L'évaluation externe obligatoire est prévue pour 2023. A ce titre, une dépense nouvelle sera présentée au BP permettant l'accompagnement d'un cabinet expert.

### **5. Le budget restauration et les orientations budgétaires**

Le budget alimentaire accuse une hausse des prix des denrées alimentaires. Il est nécessaire de mener une réflexion sur le fonctionnement, la qualité de l'offre des repas au sein des deux restaurants de la commune. Des repas faits « maison », des repas à thème sont appréciés et sont rapidement complets. Une réflexion se tient

sur la multiplication des repas « à plat unique » (spécialités régionales) à organiser afin de dynamiser la résidence Duclos tout en restant au tarif journalier.

L'ouverture du restaurant de l'espace Marlin le lundi à compter de janvier 2023 impose l'achat d'un four.

**Projet 2023 > Rompre l'isolement social :**

→ Renforcer le suivi personnalisé des résidents.

→ Etudier les dispositifs d'accompagnement aux personnes isolées.

## **B/ LES MISSIONS DU POLE ADMINISTRATION GENERALE ET JURIDIQUE**

La préparation du BP 2023 met en exergue les efforts consentis par l'ensemble des services pour contenir autant que faire se peut les charges de fonctionnement, et ce malgré une hausse non négligeable des coûts de bon nombre de dépenses (papier, fournitures, prestations diverses...). Ainsi, un maintien des sommes budgétées en 2022 est le plus souvent proposé, ce qui correspond à une adaptation au plus juste des besoins recensés et estimés en fonction des consommations antérieures.

### **❖ Affaires générales :**

Les maintiens des enveloppes dédiées aux fournitures administratives et frais d'affranchissement illustrent parfaitement le propos introductif, sur la base d'une sensibilisation de l'ensemble des utilisateurs.

A noter qu'en matière assurantielle, la commune subira de plein fouet les augmentations de cotisations répercutées par les assureurs sur la totalité des garanties souscrites, spécifiquement sur la garantie « dommages aux biens » pour laquelle une hausse de 50% de la cotisation annuelle est attendue par rapport à 2022 (cotisation provisionnelle de 37 000€ en 2022 qui devrait donc atteindre + 50 000€ en 2023), à garanties équivalentes (franchise de 20 000€).

### **❖ secteur tourisme :**

Pour le marché du terroir comme pour le marché de Noël, la municipalité souhaite poursuivre en 2023 sa politique volontariste en faveur du soutien au commerce local de proximité et de l'attractivité du territoire. Ces manifestations seront donc maintenues, et soutenues par la mise en place d'une organisation adaptée et d'animations budgétairement mesurées.

### **❖ Service juridique :**

Sur 2023, il est à prévoir une augmentation significative des frais d'honoraires (avocats : 25 000€ en 2022), en raison notamment du contentieux lié aux travaux du nouveau Centre aquatique.

### **❖ Service informatique :**

Les investissements conséquents consentis ces dernières années en matière de téléphonie vont permettre à la collectivité de bénéficier dès cette année 2023 d'économies de fonctionnement substantielles (frais d'abonnement essentiellement), estimées par le service à environ 30 000 €.

Pour autant, il convient de tenir compte de nouvelles dépenses visant à renforcer l'attractivité des équipements municipaux les plus emblématiques ainsi que la qualité et la continuité du service rendu aux usagers (installation de la WIFI à l'Hôtel de Ville, centre aquatique, Hangar, Maison des associations, médiathèque / mise en place d'un serveur virtuel de messagerie vocale externalisé / plan de reprise d'activité de la téléphonie) \*

Bien sûr, il s'agit parallèlement de mener à terme la démarche entreprise visant à assurer la sécurité informatique de l'ensemble de nos systèmes et réseaux, et d'être en mesure de pouvoir répondre aux attentes fortes des agents en matière de développement du télétravail\*.

*\* fonctionnement + investissement*

Enfin, l'installation de *systèmes vidéo + audio en salle des commissions* permettra de bénéficier en mairie d'une véritable salle de « visioconférence », outil de travail aujourd'hui indispensable à l'heure du développement du numérique pour offrir un véritable confort de travail aux services et aux élus.

### **C/ LE CENTRE MUNICIPAL DE SANTE**

Le budget de fonctionnement du CMS a été renouvelé à l'identique entre l'année 2021 et 2022. En effet, la prise de poste en appui de la direction s'est faite au moment du renouvellement des budgets, il n'y avait pas assez de recul pour étudier chaque poste de dépense de façon précise.

Pour les projections 2023, l'analyse du budget s'est réalisée en fonction du réalisé 2022 et des axes de travail à mettre en œuvre pour l'année 2023.

Pour exemple, le budget de dispositifs médicaux d'un montant de 50.000 euros pour la partie dentaire peut être revue à la baisse dès lors que le dentiste est passé dès septembre 2022 d'un temps complet à un mi-temps, le budget proposé est ainsi de 25 000 euros pour l'année 2023.

Pour la partie médicale, le nombre de patients étant stable depuis 3 ans, il n'est pas envisageable de diminuer cette ligne de dépense (nombre de patients par an : 5000 en moyenne). Les médecins réalisant tant des consultations de base que certains actes (prévention sur la partie gynécologie, petite chirurgie).

Une meilleure cotation des actes réalisés par les médecins qui ont été sensibilisés à ce sujet durant l'année 2022, permettra au CMS d'optimiser ses recettes.

Pour la partie concernant les logiciels nécessaires aux professionnels de santé: Le centre de santé est abonné à plusieurs applicatifs permettant de sécuriser les communications entre le médecin, les laboratoires et les centres hospitaliers (apycrypt), de retranscrire des données médicales en toute sécurité (LOGOS pour la partie dentaire et Acteur pour la partie médicale) et de réguler la prise de rendez-vous (DOCTOLIB) permettant une gestion optimale des rendez-vous et un suivi des rendez-vous non honorés.

Ces applications ont un coût qui ne peut être revu à la baisse puisque ce sont les sociétés éditrices qui fixent le prix de l'abonnement.

A cela, il faut ajouter les prestataires DASRI pour les déchets médicaux, les maintenances du fauteuil dentaire et du matériel de stérilisation et la radioprotection réalisée par la société OLAQUIN.

Or, si certains budgets peuvent connaître une tendance baissière, il est aussi nécessaire de pratiquer une tendance haussière sur certains qui se sont révélés sous-évalués. Nous pouvons prendre l'exemple de la dépense de formation qui liée aux obligations tenant les professionnels de santé à se former obligatoirement tous les ans, a vu sa ligne réajustée à plus de 12.500 euros pour s'adapter à la réalité du terrain.

Vient s'ajouter à cette ligne, la formation des secrétaires médicales qui n'ont pas bénéficié de formation depuis leurs arrivées au centre de santé. Le sujet de l'agressivité du patient étant très prégnant sur le site, cette action est proposée pour une formation sur l'année 2023 et permet ainsi d'identifier le risque psycho-social et d'agir dessus

### **D/ LE POLE SOLIDARITE DE PROXIMITE ET CITOYENNETE**

Durant 2 années 2019 à 2021, les services du pôle, culturel, aquatique, terrestre, médiathèque, jeunesse, vie associative ont été fortement impactés par la crise Covid. En effet, ces services dit « d'animation du territoire

et de lien social » ont fonctionné en mode dégradé ne reflétant pas une année pleine d'animation du territoire et de dépenses de fonctionnement.

L'année 2022 a permis d'avoir une représentation réelle de fonctionnement. Riche d'événements antérieurs mais aussi pour la plupart nouveaux et expérimentaux (Festival, guinguette, pieds d'immeubles, comité de jumelage, locations nautiques, centre aquatique, bourse aux projets...) la municipalité souhaite continuer cette dynamique engagée, aux services des Chalettois. En effet, ces différentes actions, par leurs qualités créatives, émancipatrices, éducatives, par l'effervescence qu'elles apportent, par les liens qu'elles tissent, sont elles-mêmes vecteurs de solidarité et d'attractivité.

L'élaboration du budget 2023 s'appuiera sur un principe de reconduction à la baisse de ces actions afin de tenir compte du contexte sociétal économique.

Parmi les différents projets de fonctionnement et/ou d'investissement retenons la montée en charge du centre aquatique Claude Blin. Avec un fonctionnement à 100% des activités et la finalisation des extérieurs (patio, solarium...) cet équipement sera optimum dans les services proposés. Soulignons l'activité aqua maternité unique dans le Département. Avec un réensablement prévu, du matériel adapté (PMR, protection solaire agents...) et un temps fort d'activité aqualudique, la plage et la baignade profiteront aux nombreux visiteurs (17 000 en 2022) dès le 15 juin prochain.

Il sera aussi question de grands rendez-vous sportif et culturel rassemblant des centaines et des milliers de personnes. Entre autres, le trophée de France de BMX en juin, le forum des associations en septembre, la guinguette avec une amplitude d'ouverture élargie (4 950 visiteurs en 2022), et le Festival Music O Loing avec ses 12 000 visiteurs en 2022, une 1<sup>ère</sup> à Chalette. Gardons cette dynamique en mettant la ville en mouvement avec en point de mire les J.O 2024.

Le rafraîchissement et l'investissement à la base de voile a permis d'accueillir 1700 personnes, 755 embarcations et 370 jeunes en 2022, une 1<sup>ère</sup> également sur la collectivité. Ce lieu est idéal pour des animations familiales, mais également une source de recette non négligeable (10 532 €). L'investissement d'embarcations supplémentaires, des ouvertures adaptées et complémentaires pourraient permettre de confirmer mais aussi d'élargir les services proposés.

Avec des centaines de jeunes de 11/30 ans accompagnés et accueillis, le service jeunesse reste mobilisé. Rappelons les 2 accueils, les séjours réunissant plus de jeunes (48), les animations journalières dans les 2 collèges, le contrat local d'accompagnement scolaire (Caf), les collèges ouverts, les bourses à projet, la création du secteur 16.30 ans et le projet de développement d'un futur accueil jeunes dit « Espace de Vie sociale ». La liste serait incomplète si nous ne citons pas les animations sur les 5 quartiers été (2720 visiteurs en 2022) avec pour 2023 la volonté de coconstruire ces soirées avec les écoles.

Le fonctionnement et la programmation du service culturel sera aussi consolidé, repensé et adapté aux besoins du territoire. Favorisant une programmation tantôt nationale et tantôt plus locale, l'équilibre devra être recherché en matière de contenu et de fréquence. L'équipement vieillissant fera l'objet d'un audit technique et sécurité pour pouvoir accueillir les publics dans les meilleures conditions. Les résidences d'artistes, les cours de théâtre, l'animation hors les murs et la collaboration avec les écoles contribueront ainsi à étoffer et prendre en compte des besoins identifiés.

Le service des sports dans une logique de développement et de consolidation de son fonctionnement proposera à un maximum de classes un cycle d'activités physiques et sportives et innovera dans l'organisation d'un cross dans le cadre de la journée nationale de sensibilisation à l'autisme. Le retour des « Bouges Ados » viendra confirmer l'importance de capter un autre public jeune qui aujourd'hui est absent des accueils jeunes. La collaboration avec le SEMURPA viendra se renforcer avec la création d'un cours multisport / santé.

L'action municipale consistera également à redonner de l'attractivité à la médiathèque en continuant l'aménagement des espaces conviviaux et en mettant en place des actions autour de la dyslexie, du facile à lire,

du lire autrement. Afin de mieux se repérer, la signalétique devra être repensée. Le changement de la borne d'accueil d'origine optimisera les conditions de travail des agents mais aussi assurera un accueil plus adapté du public. Les lectures estivales, au regard du succès 2022, viendront également confirmer l'intérêt de proposer un espace extérieur familial dans une ambiance calme et reposée.

Et enfin, la Maison des Associations, service incontournable de la collectivité continuera d'accompagner, de proposer, de susciter, de réserver, d'organiser les différentes manifestations et cérémonies.

L'importance de garder le lien quotidien avec les différentes associations se fera au travers des actions existantes mais aussi nouvelles (comité de quartiers, vie associative, concours, expositions...). La création en 2022 d'un comité de jumelage a permis de relancer une dynamique avec des résultats significatifs et concrets. Il est nécessaire de continuer et persévérer dans cet élan. L'organisation d'une journée internationale en mai 2023 réunira les communautés autour d'une valeur forte de paix et de solidarité.

## **E/ LE PÔLE VIE SCOLAIRE**

### **Quelques chiffres de l'activité du pôle vie scolaire 2022 :**

**1 540 élèves** répartis sur 29 classes maternelles et 56 classes élémentaires

**13 500 journées d'enfants** en accueil de loisirs (mercredis et vacances) : +35% par rapport à 2021

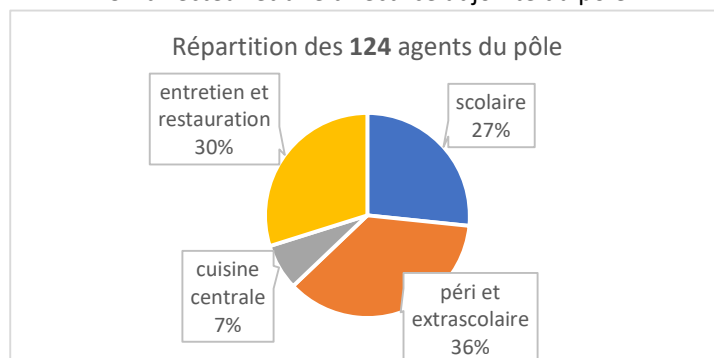
Plus de **85 000 heures de présence** enfants en accueils périscolaires : +85% par rapport à 2021

**132 000 repas** produits pour les enfants des écoles et des centres de loisirs pour un coût alimentaire de 2.20 euros.

Chaque semaine, **un repas végétarien**

**28 sites** couverts par les agents d'entretien

Un directeur et une directrice adjointe du pôle



### **L'activité du pôle en 2023 :**

#### **Les impositions nationales :**

- ✓ Education Nationale : après le dédoublement des classes de CE1 et CP les années passées, poursuite du dédoublement des grandes sections (amorcé en 2022 avec 15 enfants par classe) avec les groupes scolaires Barbusse, Claudel et Makeba.
- ✓ Loi EGALIM : En partenariat avec le SMIRTOM, mise en place de la valorisation des bio déchets avec la 3CBO (communauté de commune de Chateaufrenard) afin de diminuer les ordures ménagères mais aussi transformer nos déchets organiques en énergie.

### **La qualité des conditions d'accueil et des actions en direction des publics :**

- ✓ Renouvellement de l'opération des petits déjeuners en partenariat avec l'Education Nationale avec plus de 11.5 tonnes de pommes distribuées dans l'ensemble de nos écoles pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive,
- ✓ Poursuite des réflexions et actions de lutte contre le gaspillage (sensibilisation, enquête satisfaction, pesée, ...).
- ✓ Maintien d'une ATSEM par classe (1 pour 2 GS avec le dédoublement), Chalette est la seule commune de l'agglomération à adopter cette organisation.
- ✓ Maintien de l'orchestre à l'école (Makeba).
- ✓ Accompagnement des jeunes élus du CME vers la fin du mandat 1<sup>er</sup> semestre 2023 et renouvellement du conseil Municipal des Enfants au 2<sup>ème</sup> semestre 2023.
- ✓ En lien avec le projet éducatif de la ville, création d'une semaine de la Science et des Technologies, maintien de la semaine du Goût et de celle des Droits de l'enfant.
- ✓ Axe de travail sur le handicap (contrat d'inclusion pour les enfants, formation, information).
- ✓ Valorisation de la qualité du temps de la pause méridienne maternelle par une habilitation DRAJES (seule commune de l'agglomération qui puisse à ce jour en bénéficier).

### **La qualité des conditions de travail du personnel :**

- ✓ Dans la continuité de l'étude relative à l'absentéisme dans le service entretien et restauration, mise en place d'un matériel ergonomique diminuant les traumatismes musculosquelettiques en remplacement du matériel actuel (marché public). Après retour d'expérience, étude pour un déploiement vers d'autres services.
- ✓ Maintien de l'accès à la formation des agents, qualifiante ou non, dans les domaines techniques (entretien HACCP) de prévention (PRAP, SST, extincteurs) pédagogiques et d'encadrement (accueil des enfants porteurs de handicap, le travail avec l'enseignant, gestion de groupe, BAFA, BAFD, BPJEPS).

Les dépenses 2023 :

Malgré une légère baisse d'élèves (moins 10 par rapport à 2021), on constate une augmentation des effectifs accueillis dans les structures municipales.

Pour autant, l'augmentation pour l'achat des denrées restera mesurée au regard des impositions de grammage. La confection des repas nécessite des denrées de base qui subissent de fortes augmentations.

Les dépenses de fonctionnement couvrent entre autres les fournitures (30€ à 31€/élève), les transports (10€/élève), les activités complémentaires (classes de découverte, projets à thèmes, ciné maternelle, poneys...) pour un montant de 97 000€.

La mise en place des nouveaux matériels d'entretien, peut avoir un impact sur la consommation de produits d'entretien mais aujourd'hui il n'est pas possible d'en évaluer la baisse.

#### **✓ Augmenter les recettes :**

Honorer et optimiser les contrats sur lesquels la ville est engagée. Assurer une veille sur les dispositifs permettant une rentrée supplémentaire.

En 2023, la Municipalité souhaite engager une **conférence des tarifs** des services de la ville afin envisager une évolution de ces derniers et rationaliser les grilles tarifaires et quotients.

Au regard de la fréquentation en hausse dans les accueils de loisirs (mercredis, péri, extra et pause méridienne), à tarifs constants, une augmentation globale de 5 à 10% est envisageable. **Les facturations** de ces activités s'élèvent pour 2021 à 325 000€, 2022 à 456 000€.

Pour 2023, le prévisionnel se situe entre 480 000 et 500 000€.

## 5. L'ÉVOLUTION RETROSPECTIVE DES GRANDES MASSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les données de ce tableau présentent l'évolution des principaux agrégats financiers calculés par la direction générale des finances publiques (DGFIP) avec une comparaison par rapport à la moyenne des communes de même strate.

(en milliers d'euros)	2017	2018	2019	2020	2021	Montant 2021 en €/hab	moyenne nationale strate	2022 (chiffres non encore stabilisés)
<b>Produits réels de fonctionnement</b>	18 347	19 161	19 597	18 632	19 938	1 528	1 357	17 839
dont impôts locaux	7 145	7 125	7 429	7 504	7 606	583	576	7 837
dont dotation globale de fonctionnement	3 850	3 936	3 979	4 016	4 092	314	174	4 239
<b>Charges réelles de fonctionnement</b>	15 824	16 316	17 413	16 444	17 742	1 359	1 213	19 445
dont charges de personnel	10 420	10 429	10 596	10 626	10 924	837	672	11 943
dont charges à caractère général	3 470	3 869	4 368	3 784	4 279	328	265	5 269
dont charges financières	281	336	333	352	326	25	21	285
dont subventions versées	504	529	574	612	560	38	88	626

Source : DGFIP, comptes de gestion des communes 2021

Les produits réels de fonctionnement connaissent une évolution de 8 % sur la période considérée (2017 – 2021). Cela place la commune au-dessus de la moyenne nationale.

La DGF n'a pas connu la même dynamique puisque son évolution n'a été que de 6 %, soit sensiblement le taux d'inflation constaté.

De 2017 à 2021, les charges de fonctionnement ont augmenté, en dépit d'une maîtrise globale des dépenses de personnel et des charges financières auxquelles sont venus s'ajouter les effets de la crise sanitaire. En 2021, les charges par habitant (1 359 €) restent néanmoins inférieures à la moyenne de la strate (1 213 €).



2022 a vu les charges de fonctionnement évoluer fortement à la hausse, sous l'effet cumulé d'une envolée inflationniste et d'une sortie de crise qui a conduit à retrouver les chiffres de 2019 (pour les charges à caractère général).

S'agissant des ressources humaines, l'augmentation d'un million de la masse salariale prend en considération les + 3.5 % du point d'indice, les évolutions de carrière du personnel, le recrutement du DGS, et des recrutements visant à optimiser notre nouvel équipement aquatique.

## **6. LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL**

Sont présentés ci-dessous une première estimation des montants prévus pour l'exercice 2023, étant entendu que les arbitrages budgétaires ne sont pas encore terminés et que de nouveaux éléments non connus à ce jour sont encore susceptibles de venir modifier ces chiffres d'ici le vote du budget primitif.

### **6.1. Les recettes de fonctionnement**

Les recettes de fonctionnement sont principalement constituées du produit des impositions locales, des dotations et participations reçues de l'État ou de tout autre établissement public, des recettes tarifaires, des droits de mutation et d'autres produits de gestion courante. Interviennent également, dans une moindre mesure, des atténuations de charges et des produits exceptionnels.

#### **Une fiscalité maîtrisée**

Les prévisions budgétaires 2023 s'établissent, en maintenant les taux de fiscalité et le taux départemental en compensation des pertes sur la taxe d'habitation depuis 2021 à savoir :

- 32,73 % (part ville) + 18,56 % (ex part du Département) soit 51,29 % pour la Taxe Foncière sur les Propriétés bâties (T.F.P.B.)
- 74,40 % pour la Taxe Foncière sur les Propriétés non bâties (T.F.P.N.B.).

Le produit des impositions comprend les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Il s'appuiera cette année sur la revalorisation des bases des valeurs locatives fixée à 7.1 % sur les bases de la taxe foncière des ménages.

Les valeurs locatives s'appliquant à la taxe d'habitation des résidences secondaires et à la taxe foncière sont revalorisées dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire suivant l'inflation constatée. Le projet de loi de finances adopté par l'Assemblée nationale à la suite de l'application de l'article 49.3 de la Constitution n'a pas retenu l'amendement visant à limiter la revalorisation à + 3,5 %. C'est donc bien l'inflation qui devrait s'appliquer.

Ainsi, retenant cette hypothèse, le produit de fiscalité directe devrait atteindre 8 343 000 € en 2023.

#### **Les concours financiers de l'Etat**

La Dotation Globale de Fonctionnement est composée de la Dotation Forfaitaire, de la Dotation de Solidarité Urbaine et de la Dotation Nationale de Péréquation. Elle constitue la dotation la plus importante. Le montant prévisionnel des dotations s'établit à 4 336 269 millions d'euros.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
dotation forfaitaire	1 689 000	1 642 231	1 584 888	1 575 743	1 636 431	1 636 000
DSU	2 222 530	2 307 993	2 396 900	2 474 815	2 553 234	2 640 652
DNP	24 220	29 664	34 501	41 401	49 681	59 617
<b>Total DGF</b>	<b>3 935 750</b>	<b>3 979 888</b>	<b>4 016 289</b>	<b>4 091 959</b>	<b>4 239 346</b>	<b>4 336 269</b>

#### Les dotations communautaires

En l'absence de transfert de compétences en 2022, l'attribution de compensation est estimée stable à 3 002 640 €.

La dotation de solidarité communautaire (290 000 €) évoluera à la marge suivant la variation des indicateurs servant à son calcul.

Enfin, la ville bénéficie de différentes taxes pour lesquelles elle ne dispose pas de marges de manœuvre pour les faire évoluer. Il s'agit notamment de :

- des droits de mutation, dont le taux est fixé nationalement, qui correspondent à la quote-part des droits et taxes perçus par les notaires et qui reviennent à la ville lors d'un changement de propriétaire.
- de la taxe sur l'électricité, dépendant de la consommation énergétique des foyers raccordés,
- de la redevance des mines
- de la taxe locale sur la publicité extérieure

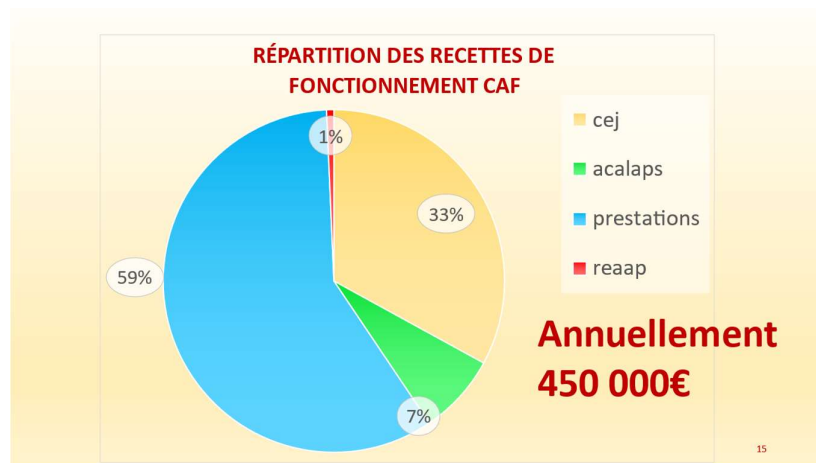
Il est proposé de maintenir une inscription prudente à partir des montants perçus ces 3 dernières années.

Les montants des autres participations de l'Etat correspondent aux subventions pour les actions « Politique de la ville ». Celles-ci ne sont pas connues à ce jour et donc non reprises dans l'équilibre budgétaire.

	2021	2022	2023
<b>Attribution de compensation</b>	3 002 638	2 752 418	3 002 640
<b>Taxe sur l'électricité</b>	196 863	257 017	296 000
<b>Taxe locale sur la publicité extérieure</b>	92 010	83 078	80 000
<b>Droits de mutation</b>	241 659	239 611	240 000
<b>Redevance des mines</b>	1 708	1 100	1 100
<b>Dotation de solidarité communautaire</b>	308 939	290 253	290 000
<b>FPIC</b>	241 316	245 972	249 314
<b>Fonds départemental de taxe professionnelle</b>	120 097	118 563	120 000

La CAF qui accompagne financièrement les collectivités a modifié son mode de contractualisation en regroupant prestations et bonus dans une même convention, la CTG.

Quelques chiffres concernant les financements CAF qui s'opèrent sur la petite enfance, l'enfance, la jeunesse :



#### Les premières évolutions liées aux bonus territoire CTG:

La pause méridienne maternelle : +32 000€ /an

Les postes de chargés de coopération : 48 000€ / an soit + 23 000 (25 000€ avec le cej)

Annuellement, nous pouvons attendre au moins 55 000€ de financement supplémentaires

Au regard de l'évolution des fréquentations, une augmentation globale de 8% serait également envisageable, soit 545 000€ bonus territoires inclus.

#### Les recettes tarifaires

Les autres produits proviennent des recettes tarifaires de l'ensemble des services offerts par la collectivité :

- restauration scolaire,
- résidence autonomie J. DUCLOS
- accueils périscolaires,
- centres de loisirs,
- petite enfance
- sports et jeunesse

Pour 2023, des recettes comparables à 2022 soit 1 177 594 € sont attendues. La commune n'a répercuté aucune hausse des coûts de certaines prestations et matières première.

Les revenus des immeubles sont évalués pour 2023 à :

	2021	2022	2023
<b>Revenus des immeubles</b>	76 840	91 576	86 775

A ces recettes, il conviendra d'intégrer le montant des remboursements d'indemnités journalières par l'assurance maladie pour 50 000 €.

**Autres produits de gestion courante : 40 000 €.**

Il s'agit des remboursements d'assurance, de trop perçus, des règlements de factures admises antérieurement en créances éteintes.

Les marges réduites qui existent sur les recettes exigent de porter une attention particulière à nos dépenses de fonctionnement et de faire une utilisation optimale des moyens disponibles.

**7. Les dépenses de fonctionnement**

Face aux contraintes des recettes, la maîtrise des dépenses de fonctionnement s'impose à nouveau cette année.

**7.1 Les charges à caractère général**

Les charges à caractère général comprennent :

- les achats et variations de stocks (études, prestations de service, fluides, carburant, alimentation, fournitures)
- Les services extérieurs (contrats de prestations de service, locations, charges locatives, entretiens et réparations, maintenance, assurances ...)
- Les impôts et taxes payés par la commune

L'exercice 2022 s'est caractérisé à la fois par un retour au niveau normal des dépenses d'avant crise sanitaire mais également par une forte inflation sur de nombreux postes : énergie, carburant, fournitures, indexation des contrats de maintenance.

L'objectif pour 2023 est de maîtriser les charges courantes en limitant leur progression globale aux seules hausses qui s'imposent à la collectivité, sachant que les seuls frais d'électricité et de gaz ont connu une hausse de plus de 570 000 € par rapport au BP 2022.

Pour 2023, une augmentation de 50 % supplémentaire est anticipée portant ainsi les crédits dédiés à 2 258 657 euros (+ 677 000 euros par rapport au réalisé 2022) et + 1 million entre les BP 2022 et 2023.

Compte tenu de tous ces éléments, il est néanmoins envisagé de maintenir au niveau maximum de 2022 les charges à caractère général (5,77 millions)

**7.2 Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)**

Ce chapitre regroupe les contributions obligatoires, les subventions aux associations et aux établissements communaux mais aussi les indemnités et cotisations des élus ainsi que les abonnements aux logiciels.

	2021	2022	2023
indemnités, frais de formation et de missions des élus	317 311	320 182	330 200
admissions en non-valeur et créances éteintes	7 323	8 020	11 730
subventions de fonctionnement versées (associations et CCAS)	483 489 (*)	615 536	622 000

(\*) la subvention au CCAS n'a pas été intégralement versée

Les charges de gestion courante sont donc en légère augmentation par rapport au budget antérieur.

### 7.3 Les charges financières

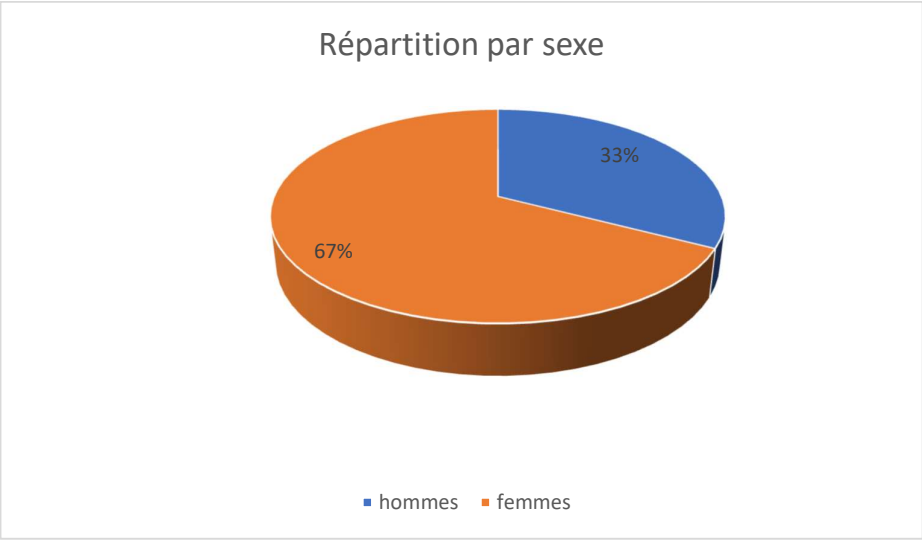
Les crédits alloués au paiement des intérêts de la dette seront également en diminution en 2023.

	2021	2022	2023
Intérêts d'emprunts	335 026	306 494	290 495

### 7.4 Les dépenses de personnel

Premier poste de dépenses courantes pour la Ville, la gestion des ressources humaines s'exerce dans un cadre budgétaire rigoureux.

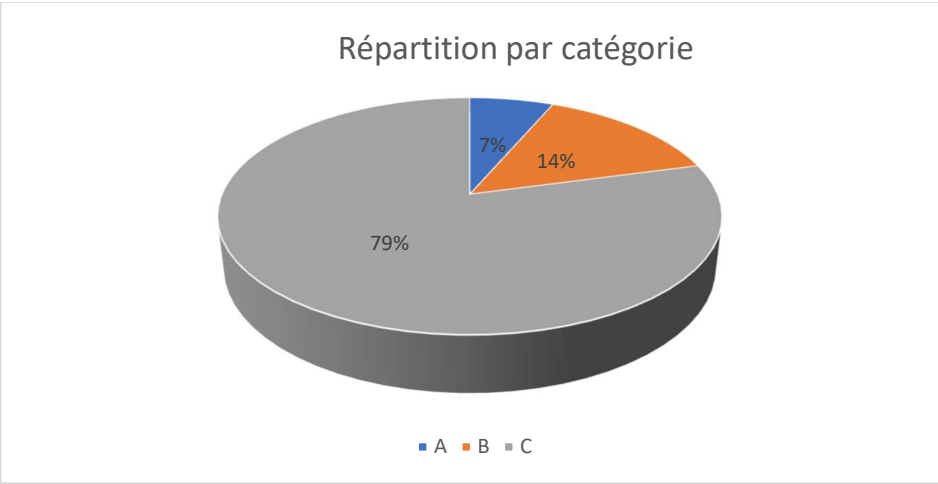
L'effectif municipal (arrêté au 1<sup>er</sup> décembre 2022) : 334 agents



En moyenne, les agents de la collectivité ont 47 ans

Titulaires & stagiaires	211
Non titulaires permanents	82
Non titulaires occasionnels	34
Apprentis, contrat accompagnement emploi	7

94 % des fonctionnaires travaillent à temps complet. Ce chiffre est de 80 % pour les non titulaires.



Filières	Femmes			Hommes			Totaux
	A	B	C	A	B	C	
Administrative	7	8	38	3	1	2	59
Technique	0	0	68	1	5	51	125
Animation	0	5	62	0	1	18	86

Culturelle	0	1	2	0	6	1	<b>10</b>
Sportive	0	4	0	1	6	1	<b>12</b>
Police	0	0	2	0	1	4	<b>7</b>
Médico-sociale	6	9	10	3	0	0	<b>28</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>13</b>	<b>27</b>	<b>182</b>	<b>8</b>	<b>20</b>	<b>77</b>	<b>327</b>

Après plusieurs années de forte maîtrise et une année 2022 plus consommatrice sur ce chapitre, le budget 2023, malgré sa rigueur, sera impacté par plusieurs facteurs :

- Une mesure de périmètre : le paiement en année pleine du personnel du centre aquatique (ouverture en juin 2022), du poste de DGS (9/12<sup>ème</sup> en 2022)
- Les hausses mécaniques qui s'imposent à la collectivité : effet GVT (glissement, vieillesse, technicité), revalorisation du point d'indice de 3,5 %, reclassements indiciaires...

En 2022,

- les traitements ont représenté **6 716 830 €** :
  - ils concernent : agents titulaires et contractuels, les apprentis, les agents en contrats aidés, les élus, les stagiaires, les vacataires, les professeurs des écoles (études surveillées, accompagnement classe verte)
  - Outre les traitements de base des agents, ils comprennent les indemnités des élus (**201 350 €**), le supplément familial, la nouvelle bonification indiciaire, les indemnités de régie, les indemnités d'astreinte, les indemnités de mobilité, les congés payés.

Les heures supplémentaires représentaient **113 620 €**, le régime indemnitaire **1 069 175 €**, le complément de rémunération **378 350 €** et la participation à la prévoyance et à la mutuelle **32 490 €**

Localement, l'année 2022 aura été marquée par :

- la mise en œuvre des 1607 heures.
- Mise en œuvre du télétravail au 1<sup>er</sup> juillet 2022, facteur d'attractivité
- Mise en place de la norme comptable M57 au sein de la collectivité qui impacte significativement les directions des finances mais aussi des ressources humaines.

Pour autant, de nombreuses actions se poursuivent avec notamment :

- Rationalisation des recrutements, avec priorité donnée aux mutations internes et aux reclassements des agents en attente de mobilité
- Démarche de prévention des risques au sein de la collectivité
- S'inscrire dans une politique de recrutements sur la base de remplacements non généralisés, de la mise en place progressive d'une Gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences. Il sera attendu un soin particulier à la politique de gestion des ressources humaines dans le cadre d'une montée en efficacité de l'ensemble des services compatible avec une amélioration générale du bien-être au travail. Il s'agira donc de veiller à la plus stricte discipline dans l'évolution des effectifs tout en travaillant à une meilleure valorisation des agents en poste ;

- Les créations de postes liées à l'évolution de l'organigramme en lien avec l'optimisation des moyens de la collectivité seront conditionnées, dans la mesure du possible, à des suppressions équivalentes afin de ne pas augmenter les effectifs en termes d'ETP,

Parallèlement à la poursuite des chantiers en cours, d'autres projets seront initiés dès 2023 au sein de la collectivité :

- Mise en œuvre des horaires variables,
- Valorisation des 40 minutes de travail hebdomadaires.
- Optimiser le suivi des demandes liées aux évaluations

Le budget 2023 alloué aux charges de personnel devrait ainsi se situer aux environs de 12,3 millions, soit 400 000 euros de plus qu'en 2022.

## 8 LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

### 8.1 L'autofinancement

La capacité d'autofinancement brut est souhaitée au niveau de référence de 2022, ce qui permet de maintenir un effort d'investissement soutenu.

Néanmoins, la forte hausse des dépenses liée à l'inflation devrait faire diminuer fortement la capacité d'autofinancement à compter de 2023.

(en milliers d'euros)	2017	2018	2019	2020	2021	Montants 2021 € / hab	moyenne nationale strate
Excédent brut de fonctionnement	3 436	3 481	3 423	2 998	3 148	241	219
<b>Capacité d'autofinancement (CAF) brute</b>	3 145	3 429	2 789	2 740	2 853	219	204
CAF nette	2 538	2 812	1 955	1 797	1 928	148	117

Source : DGFIP, comptes individuels des communes 2021

**Excédent brut de fonctionnement** : ce solde intermédiaire de gestion correspond à l'excédent des produits sur les charges de fonctionnement hors opérations financières et exceptionnelles.

**Capacité d'autofinancement brute** : excédent des produits réels de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement, dont le montant permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (en priorité le remboursement d'emprunts et, pour le surplus, les dépenses d'équipement).

**Capacité d'autofinancement nette** : CAF brute – remboursement du capital de la dette.

### 8.2 Des dépenses d'investissement soutenues

L'évolution rétrospective des dépenses d'équipement :



La politique d'investissement de la ville est maintenue dans la durée à un niveau important, grâce à l'autofinancement dégagé et à nos ressources propres affectées à l'investissement.

2018	2019	2020	2021	2022
8 634 825	11 591 091	4 522 091	8 813 543	7 077 966

#### Les orientations en matière d'investissement

Ce programme se décline en politiques publiques réparties de la manière suivante :

##### ❖ Patrimoine

- La finalisation des vestiaires et locaux administratifs du centre technique municipal.
- Renforcement de la dalle de la cuisine centrale
- La poursuite de la mise en accessibilité des établissements recevant du public,
- Des travaux de rénovation et notamment énergétiques dans les bâtiments administratifs,
- Déconstruction de l'école du Bourg

##### ❖ Espace public et aménagement

- Un soin particulier sera apporté aux travaux d'amélioration du cadre de vie dans les quartiers (voirie avec la mise en œuvre du diagnostic réalisé en 2022, espaces verts...)
- Notre programme en matière d'environnement : plan de végétalisation et développement du patrimoine arboré
- La poursuite des travaux pour la rénovation et l'évolution de l'éclairage public, vers du 100 % LED, rendus encore plus indispensables par la hausse du coût de l'électricité.
- Les travaux d'agrandissement et de valorisation du cimetière :
- Agrandissement du cimetière de Vésines : manque de place à anticiper, notamment au niveau du carré musulman.
- Travaux bâtimentaires dans les cimetières : Réalisation sous forme de programme s'étendant sur les exercices budgétaires 2023 (cimetière Bourg) et 2024 (cimetière Vésines). Cette modernisation permettrait au demeurant, outre l'accueil du public dans de bonnes conditions, de réaliser des économies de fonctionnement non négligeables (chauffage).
- Végétalisation autour du nouveau colombarium, qui vient d'être installé au cimetière du Bourg (octobre 2022) et répond à la fois à une exigence réglementaire et à une demande des usagers.
- Poursuite des travaux d'aménagement dans les cimetières : enrobés des allées du cimetière du Bourg, enherbement des carrés « restants » au Bourg + à Vésines

##### ❖ Sports

- Lancement du projet de gymnase Paul Eluard

Ce projet est évalué à 3 950 000 € HT, hors maîtrise d'œuvre et missions annexes. Le concours de maîtrise d'œuvre est en cours. A la date de remise des offres (27 septembre), 27 dossiers de candidatures ont été réceptionnés. Le jury de concours a retenu 3 dossiers. Ces derniers sont invités à présenter une esquisse conformément au programme de l'opération (avril).

Pour rappel, ce projet fait l'objet d'une demande de subvention dans le cadre du CRST.

❖ Culture

- Audit du Hangar.

❖ Education

- Poursuite des travaux de rénovation dans les écoles (performance énergétique, mise en accessibilité, sécurité...).
- Renouvellement des matériels informatiques et du mobilier dans les écoles et les restaurants scolaires.

❖ Services généraux

- Renouvellement des véhicules et engins techniques
- Renouvellement des matériels, outillages et mobiliers des services.
- Renouvellement de matériels de cuisson à la cuisine centrale,
- Renouvellement des équipements informatiques, serveurs, réseaux et matériels de téléphonie.,
- Equipement de la salle des commissions de l'HDV d'un nouveau dispositif audio/vidéo
- Embellissement de la salle des réceptions de l'HDV (peinture, tenture, voilage, mobilier).

Figurera également au budget, une ligne de crédits dédiée à la participation citoyenne.

### 8.3 Les ressources propres affectées à l'investissement

Le investissements seront financés par les ressources habituelles suivantes :

- Le FCTVA (fonds de compensation de la TVA) perçu en 2023 dépend du niveau de réalisation des investissements 2022 et d'une partie des travaux réalisés en fonctionnement.
- La taxe d'aménagement.
- Les subventions d'équipement attendues provenant de l'Etat (dotation à l'investissement, de la région ou du département...
- Les cessions d'immobilisations

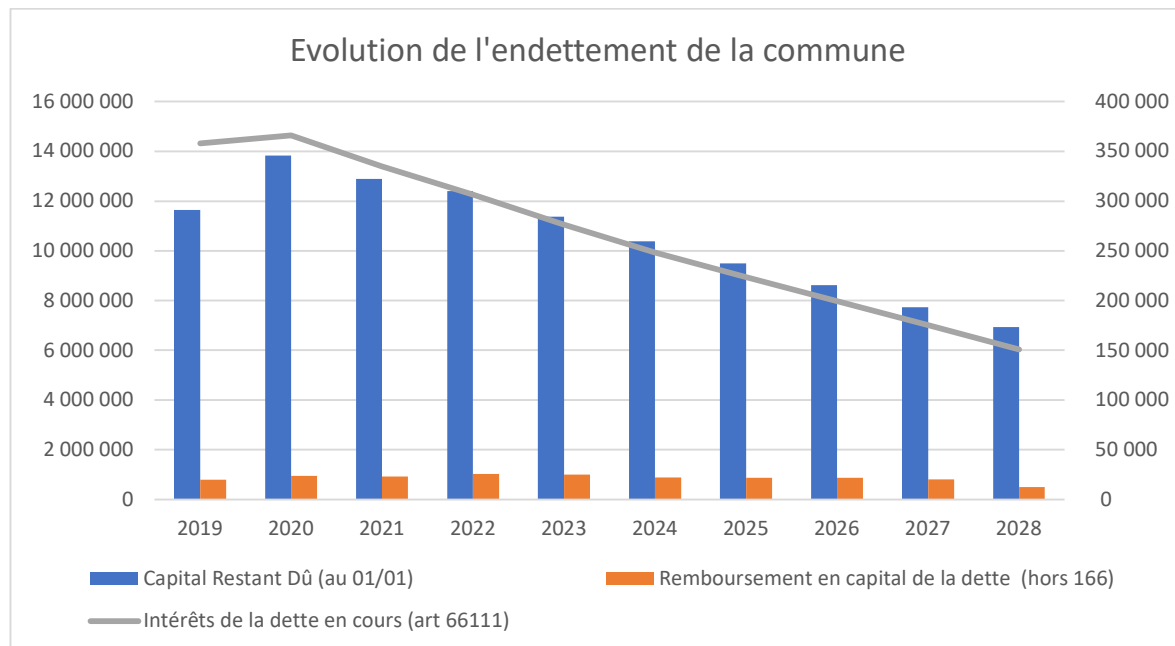
### **Recettes d'investissement hors emprunt**

	2021	2022	2023
<b>Subventions d'investissement perçues</b>	416 582	267 400	210 000
<b>FCTVA</b>	2 929 431	1 222 793	1 200 000
<b>Taxe d'aménagement</b>	217 713	74 423	75 135

Amendes de police	41 700	77 930	50 000
<b>Total</b>	<b>3 605 426</b>	<b>1 642 546</b>	<b>1 535 135</b>

#### 8.4 L'endettement

##### Structure de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2023



#### 8.5 Evolution de l'encours de la dette et capacité de désendettement

La dette de la ville fait l'objet d'une gestion active : chaque année, les emprunts nécessaires au financement des investissements sont souscrits après mise en concurrence des établissements bancaires et des renégociations sont menées dans l'intérêt de la ville dès que cela est possible.

##### Ratio de désendettement

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Elle se calcule comme l'encours de la dette rapport à l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement). Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Depuis 2019, cette règle prudentielle visant à encadrer le recours à l'emprunt des collectivités a été introduite dans le code général des collectivités territoriales avec un plafond référence maximum qui, pour les communes, est de 11 à 13 ans.

La **capacité de désendettement** du budget principal au 31/12/2022 est de 4,5 années.

Compte tenu de l'impact de la hausse des matières premières, de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique, ce ratio devrait mécaniquement augmenter en 2022 avec la dégradation de l'autofinancement

La stratégie d'endettement proposé pour 2023 consiste à privilégier les emprunts classiques à faible risque, à répartir les risques en diversifiant les sources de financement et les catégories d'emprunt afin de limiter les frais financier ; d'autant plus que les taux d'intérêts évoluent défavorablement.

#### 8.6 Le besoin de financement du budget

##### **Remboursement de la dette en capital**

En matière de dette, le capital restant dû au 1er janvier 2023 est de 1 034 067 €.

	2021	2022	2023	2024
Remboursement du capital de la dette	924 805	1 020 438	1 034 067	930 651

##### **Répartition de la dette**

À l'élaboration du Budget 2023, il faudrait s'appuyer sur un recours à l'emprunt minimum, au regard des échéances prochaines liées à a démolition/construction du gymnase Paul ELUARD.

##### **CONCLUSION**

En conclusion, la préparation budgétaire pour 2023 s'inscrit dans un cadre totalement inédit pour toutes les collectivités territoriales qui voient leurs marges d'autofinancement se réduire drastiquement sans pouvoir maîtriser les couts supplémentaires qui s'imposent à elles. La hausse des prix des matériaux, l'augmentation des couts de l'énergie, la hausse du point d'indice de la fonction publique et l'augmentation des taux d'intérêts réduisent nos marges de manœuvre en alourdissant nos dépenses de fonctionnement.

Face à cette situation, notre responsabilité est d'agir vite en trouvant toutes les marges de manœuvre visant à réduire nos dépenses de fonctionnement dans tous les domaines. Jusqu'à présent, nous n'avons pas souhaité réduire le périmètre des services rendus à la population mais une aggravation de la situation pourrait nous y conduire un jour.

Ce sont des efforts indispensables si nous voulons continuer à avancer et mettre en œuvre notre programme d'investissement.